

A_LA_UNE

31/03/2020

CORONAVIRUS

Santé mentale, handicap, psychiatrie : les grands oubliés du confinement

CÉCILE DANJOU



Les deux centres de jour Farra ne reçoivent plus de «bénéficiaires».

Seul le centre d'hébergement, avec ses 22résidents, tourne encore à plein régime, mais en vase clos.

D.R.

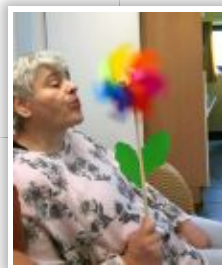


Certains responsables du secteur demandent des dérogations de sortie pour les personnes souffrant de troubles mentaux ou des aides pour les familles qui ont repris leur enfant à maison.

D.R.



D.R.



Sorties limitées, arrêts des activités, centres de jour fermés... Le confinement est ardu pour les personnes souffrant de troubles ou handicaps mentaux. Dans les structures spécialisées, le personnel se bat pour contenir l'anxiété ambiante.

Il y a ceux qui soupirent en apprenant la prolongation attendue des mesures de confinement. Et puis il y a ceux pour qui la chape de plomb qui pèse déjà sur leurs épaules s'alourdit un peu plus. Comment va-t-on tenir sur le long terme ? C'est la grande question que se posent aujourd'hui beaucoup d'acteurs des secteurs de la santé mentale, de la psychiatrie ou encore du handicap, qui doivent composer avec un public loin d'être taillé pour respecter et comprendre le principe du lockdown. Allez expliquer à un enfant autiste qu'il n'est plus question qu'il mette les pieds dans son magasin préféré, à un adulte trisomique que les serrages de main avec les voisins, c'est fini, à un adolescent lourdement handicapé qu'il ne verra plus sa famille pour un certain nombre de semaines... Quatre ? Huit ? Ça, on ne se sait pas encore.

Et pourtant, la vie continue. Alors, dans les structures spécialisées, on s'adapte, on se débrouille, on trouve des solutions. Parfois dans la douleur, mais le plus souvent dans la bonne humeur. « On se sent oublié de tout le monde. Mais entre nous, il y a une belle collaboration et je pense que c'est pour ça qu'on tient ! » De toute façon, Evelyne Carlier n'est pas vraiment du genre à baisser les bras. Elle est éducatrice depuis 23 ans. Autant d'années passées au sein des centres bruxellois Farra, qui accueillent des adultes présentant un handicap mental sévère ou profond.

Depuis le début du confinement, la structure a été réorganisée. Les deux centres de jour ne reçoivent plus de « bénéficiaires ». Seul le centre d'hébergement, avec ses 22 résidents, tourne encore à plein régime, mais en vase clos. Les contacts avec l'extérieur sont quasi inexistantes. Même le livreur de repas ne passe plus la porte, il laisse les plats devant l'entrée. Les sorties et activités à l'extérieur du centre ont été supprimées. « Et dès qu'un membre du personnel tousse deux fois, même pour un bête rhume, il est écarté tout de suite ». Car la grande crainte, ici, c'est évidemment que le virus s'invite dans les lieux. « On fait tout pour éviter que ça rentre. Mais on est trois équipes, certains prennent les transports en commun. Si ça arrive, ça sera par nous », redoute Evelyne.

L'IMPOSSIBLE « DISTANCE SOCIALE »

Le risque : des contaminations en cascade. Car si les règles d'hygiène sont strictes dans les locaux, faire respecter la fameuse distance sociale relève de l'utopie. « C'est impossible avec eux ! On doit faire les nursings, par exemple, on donne la douche, on lave les dents, etc. Et puis ils sont toujours en demande, ils sont habitués à venir vers nous. »

Dans le centre de psychiatrie infantile CPI-N Les Goélands, situé au cœur du village wallon de Spy, on ne peut pas non plus faire fi des besoins humains des enfants et adolescents hébergés. « Les jeunes qui parlent peuvent dire On fait bisou de loin . Mais on a aussi de grands autistes qui ont l'habitude de venir se coller près du visage, qui ont souvent beaucoup de salive sur les mains. Il y a beaucoup de nettoyage, beaucoup de suivi, mais ils ne comprendraient pas si on commençait à mettre des combinaisons pour venir travailler », explique Gérard Denis, directeur du centre, qui héberge actuellement onze jeunes. « On a prévu d'isoler une partie d'une de nos maisons au cas où on aurait des malades. »

Dans les centres Farra, la direction a également mis en place des mesures pour

anticiper au maximum l'arrivée d'un cas. « On prend la température trois fois par jour à chacun et s'ils toussent ou ont le nez qui coule, ils sont isolés », détaille Annick Segers, la directrice de la structure. Deux chambres ont été aménagées pour un éventuel cas ou des suspicions. Depuis trois jours, elles sont occupées. « Les deux patients sont enfermés jour et nuit et un même éducateur s'en occupe par demi-journée. Il rentre avec une blouse, des gants et un masque. Puis on ferme la chambre à clé, ce qu'on ne fait jamais d'habitude, sinon ils risquent de ressortir ».

Une situation acceptée mais qui a fait grimper d'un cran la tension dans l'équipe. « On voyait sur leur visage qu'ils ne comprenaient pas pourquoi ils restaient enfermés dans leur chambre. On leur explique, mais ils ne peuvent pas comprendre », soupire Evelyne. La solution, elle existe pourtant. « Il faudrait faire des tests ! », tempête Annick Segers. « Alors, on pourrait savoir s'ils sont atteints ou pas. On va probablement en avoir, mais pour 100 euros l'unité ». Notre interlocutrice dénonce aussi un manque de blouses, de gants, de masques. « On en a péniblement trouvé nous-mêmes. Je viens de recevoir 100 masques chirurgicaux, sinon je n'avais rien. J'ai négocié pour des gants et du gel. » Une pénurie qui touche tous les centres que nous avons contactés.

LE TÉLÉPHONE, UN OUTIL CLÉ

Un point un peu moins problématique pour les centres de jour. Et pour cause, ces derniers ont stoppé accueil des patients, activités de groupe et consultations. Les inquiétudes n'en sont pas moins grandes. Car les personnes suivies dans ces structures se retrouvent confinées chez elles, parfois complètement seules. Certaines s'adaptent, d'autres pas du tout. C'est ce qui préoccupe Christine (1), psychologue dans une structure qui prend en charge des adultes avec des troubles anxieux ou psychotiques. Son nouvel outil de travail : le téléphone. Comme beaucoup de thérapeutes, elle appelle régulièrement ses patients. « Déjà en temps normal, le peu de contacts qu'ils ont, c'est le centre. Ne plus venir, c'est donc compliqué. Certains sont très anxieux, ils prennent plus de médicaments pour dormir, ils restent au lit ».

Inquiétudes partagées par Ann Bryssinck, psychiatre et directrice médicale du centre Le Méridien, à Bruxelles. « Les patients qui d'habitude sont dans un équilibre relatif avec leur centre de jour, leur rendez-vous chez le psychiatre, l'assistante sociale, les bonjours à la voisine, etc., tout leur petit monde est bloqué. Certains ne sortent plus du tout, se mettent à ruminer et peuvent entrer dans des schémas d'insécurité, de vécu de menace, voire de persécution ».

Ils risquent aussi d'alimenter des idées suicidaires ou de « décompenser », c'est-à-dire faire des crises. « Pour les personnes paranoïaques, ce type de contexte n'aide pas, évidemment. Même chose pour ceux qui souffrent de dépendance. Globalement, il y a toute une tranche de la population qui est de facto mise en danger », déplore Christine. « Ce qui est plus inquiétant encore, c'est la combinaison entre problèmes sociaux et problèmes de santé mentale. Car les inégalités qui préexistaient sont exacerbées », ajoute Yahyâ Hachem Samii, le président de la Ligue bruxelloise francophone pour la santé mentale.

LA DÉFAVEUR DU TEMPS

Face à ce constat, certains centres allongent les plages de permanence téléphonique, mettent en place des vidéoconférences, publient des animations et vidéos sur internet. La balle est aussi renvoyée aux politiques, peu bavards sur le sujet, même si les choses bougent, lentement. La semaine dernière, des enveloppes financières ont été débloquées pour le secteur en Wallonie et à Bruxelles. Des distributions de masques sont aussi prévues. Mais certains demandent des dérogations de sortie pour les personnes souffrant de troubles mentaux ou des aides pour les familles qui ont repris leur enfant à maison. Car plus la crise dure et plus les risques augmentent. « Et quand elle sera passée, des personnes qui ont encaissé vont craquer. Rien n'est anticipé. Or, on sait que cette vague qui va arriver après, elle sera pour nous ! », prévient Yahyâ Hachem Samii.

(1) Prénoms d'emprunt.

La copie, la reproduction et la diffusion sont soumis aux droits d'auteurs et nécessitent une déclaration préalable, conformément aux dispositions du code de la propriété intellectuelle. (Art L.335-2 et L.335.3)